



Monsieur le Président,

Les organisations syndicales ne se sont pas présentées au CTL du 9 avril, pour protester symboliquement contre le démantèlement programmé de la DGFIP, démantèlement qui se traduit localement par des suppressions, des fermetures de sites et des restructurations qui vont gravement impacter les conditions de vie, de travail et d'exercice des missions des agents.

En effet, en janvier 2018 était lancé contre la Fonction Publique le programme CAP 2022 : suppression de 50 000 emplois dans la Fonction Publique de l'État, économies de 4 milliards d'euros de dépenses publiques et privatisations de pans entiers de missions. S'en est suivi l'annonce du recours accru aux non-titulaires, du renforcement de la rémunération au mérite, de la diminution du nombre d'instances de représentation du personnel et d'un plan de départs volontaires. Bercy, DGFIP en tête, est considéré comme "LE" principal réservoir de suppressions d'emplois et d'économies d'échelle !

En mars 2018, le directeur général de la DGFIP précisait qu'il ne se privera d'aucune idée de restructurations/abandons de missions, alors que le rythme est déjà insoutenable ! Dans cette logique il modifie les règles de gestion pour faciliter les mobilités forcées, les suppressions d'emplois et de services.

Aide à la télédéclaration de l'IR par La Poste moyennant 50 euros, transfert d'une partie de l'accueil téléphonique vers une plateforme privée, données « marchandisables » du cadastre confiées à la société privée Worldline, développement des Maisons de Services au Public pour se substituer à nos services de pleine compétence, remise en cause de la séparation ordonnateur comptable, fermetures de services et de sites, etc... C'est le dépeçage de notre Administration qui est engagé !

De 2009 à 2018, 21 431 emplois ont été supprimés à la DGFIP ! Les postes non pourvus sont estimés à plus de 3 000. On peut évaluer à plus de 30 000 le manque d'agents dans les services pour fonctionner correctement.

Comble du mépris, le gouvernement réduit aujourd'hui les possibilités de promotion, ralentissant ainsi les agents dans leur carrière.

C'est pourquoi les organisations syndicales Solidaires, CGT, FO et CFDT ont engagé la riposte.

Nous allons rencontrer nos collègues en HMI sur différents sites pour envisager les actions à mener en particulier durant la campagne IR.

D'ores et déjà nos organisations appellent à la grève les 3 et 22 mai.